

gouvernement travaille en étroite collaboration avec les représentants de l'industrie, tant en ce qui concerne les négociations sur l'AMF que le renouvellement des accords bilatéraux conclus par le Canada.

Chercher à équilibrer les intérêts

Tout en cherchant à préserver les emplois dans le textile et le vêtement, nous ne pouvons perdre de vue le fait que de tels efforts entraînent un coût important pour les consommateurs canadiens. Selon les estimations de la Commission du textile et du vêtement, à lui seul, le coût du contingentement (c'est-à-dire excluant les tarifs douaniers) serait de 300 à 350 millions de dollars par an, soit approximativement 60 \$ par famille de quatre personnes.

Nous ne devons pas non plus oublier que le commerce est à double sens et que bon nombre des pays qui nous fournissent en textiles et en vêtements constituent également d'importants marchés pour nos propres exportations.

La situation économique des pays en développement doit également être prise en compte. Ces pays ont un droit légitime d'améliorer leur position. Dans bien des cas, le secteur du vêtement, qui requiert une importante main-d'oeuvre, constitue l'une des rares possibilités qui leur soient offertes de créer des emplois dans le secteur industriel et de se procurer des devises étrangères dont ils ont grandement besoin.

Il n'existe pas de solutions simples ou gratuites. Il faut trouver un équilibre entre de nombreux intérêts divergents. Se faisant, le gouvernement s'est tout de même engagé à maintenir un niveau viable de production dans les industries du textile et du vêtement au Canada et à assurer à ces industries un climat plus stable et plus sûr dans lequel elles pourront planifier leur avenir.